



1^{er} mai de résistance et de mobilisation...

**Il est temps d'en finir avec toutes ces mesures de destruction sociale !
Pour la défense et la reconquête des acquis sociaux des travailleurs et travailleuses !
Ensemble, résolu et engagés pour les revendications et la justice sociale**

**La politique sociale du gouvernement se résume en une destruction pure et simple
de toutes les conquêtes sociales...**

Aux réformes gouvernementales, régressives et successives, du Code du travail, des conventions collectives, des statuts, vient se greffer aujourd'hui l'attaque contre les libertés fondamentales que sont la liberté de manifestation et la liberté d'expression ! Par la loi dite anticasseurs et par la répression et la violence qu'il décide et qu'il organise, le gouvernement MACRON-PHILIPPE-CASTANER veut empêcher toute mobilisation sociale contre ses projets de régression sociale !

En ce 1er mai 2019, les organisations syndicales CGT, FO, Solidaires, FSU et UNEF rappellent que le 1er mai est la journée internationale de manifestations et de revendications, et non la prétendue « fête du travail », les travailleurs avec leurs organisations syndicales ont imposé, y compris contre la répression et la violence gouvernementale, le droit de manifester pour leurs revendications !

Dans la continuité des nombreuses luttes menées aussi bien à l'appel des organisations syndicales que par le mouvement des Gilets Jaunes

et celui contre le réchauffement climatique, il s'agit de poursuivre, de fédérer et d'amplifier la résistance sociale pour imposer les revendications et bloquer les projets du gouvernement : CAP 22 et le projet de réforme de la Fonction publique, poursuite des privatisations et attaques contre les services publics, réformes de l'enseignement (école de la confiance, réforme du lycée, transformation de la voie professionnelle...) et projet de réforme des retraites...

Aujourd'hui, le travail tue encore avec plus de 900 personnes décédant chaque année en France. Le gouvernement répond par la dissolution des CHSCT. 9 millions de personnes vivent avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté dont 6 millions sont privé-es d'emploi, et de nombreux-ses jeunes sont en situation de précarité. Dans le même temps des dividendes de plus en plus importants sont versés aux actionnaires. C'est une autre répartition des richesses qu'il faut mettre en œuvre ainsi qu'une fiscalité plus juste et plus progressive.

Un 1^{er} mai de revendications et de manifestations ... Pour la justice sociale...

A l'inverse des choix politiques actuels, il est urgent d'augmenter les salaires du privé et du public, les pensions et les minima sociaux, d'en développer des services publics de qualité sur tout le territoire, gages de cohésion sociale et de plus d'égalité, de défendre la Sécurité sociale, socle de notre modèle social basé sur la solidarité, de s'opposer au projet de réforme des retraites et de refuser le régime unique par points, de créer des emplois de qualité dans le privé comme dans le public, de défendre l'égalité hommes/femmes en matière de salaires et de droits, de permettre la réussite de tous les jeunes et l'accès à un haut niveau de qualification à toutes et tous ainsi que l'autonomie de la jeunesse, une éducation émancipatrice, gratuite sans restriction de nationalité, une véritable politique de lutte

contre toutes formes de ségrégation, de racisme, d'antisémitisme, d'homophobie, de sexisme...

Pour les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, l'heure n'est ni au renoncement, ni à l'accompagnement... encore moins à répondre aux appels à l'union nationale lancée par le gouvernement sous des prétextes divers. Au contraire, contre les orientations antisociales du gouvernement Macron, l'heure est à la résistance et l'organisation du rapport de force, en toute indépendance, pour imposer les justes revendications des travailleuses et travailleurs, des retraités, des privés d'emploi et des jeunes !

C'est dans cette perspective que les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF décident d'appeler ensemble au 1^{er} mai 2019, journée internationale de revendications, de manifestations et de solidarité entre toutes les travailleuses et tous les travailleurs. Le 1^{er} mai est aussi la journée internationale de solidarité entre les peuples pour la paix et leur autodétermination. En ce jour où dans de nombreux endroits du monde, des femmes, des enfants, des hommes meurent sous les bombes dans des guerres dont ils sont les victimes, les organisations syndicales du Puy de Dôme en appellent à la paix entre les peuples : « les prolétaires n'ont pas de patrie... Ils ont un monde à gagner ! »

1^{er} mai 2019, à l'appel de CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF

Manifestation à 10h30

Place Delille – Clermont-Ferrand